

On
pourrait **vivre**
tellement **mieux**
chez nous.

L'engagement du NPD envers les Canadiens

www.npd.ca

NPD  **NDP**

Cher ami et chère amie,

Sept années de suite, les Libéraux à Ottawa ont choisi de sabrer les services sur lesquels vous pouviez compter.

Nous avons maintenant un surplus – s'élevant à plus de 130 milliards \$.

Qu'ont choisi de faire les Libéraux? Ils auraient pu réduire les listes d'attente dans les hôpitaux, réduire les niveaux de pollution, réduire les frais scolaires, réduire la pauvreté chez les enfants. Mais, les Libéraux ont plutôt choisi d'accorder des allègements fiscaux à ceux qui en ont le moins besoin. Ils ont en effet accordé aux présidents des banques détenteurs de fabuleuses actions en bourse un allègement fiscal de 500 000 \$.

Les familles de travailleurs se sont sacrifiées pendant ces sept années de coupure. Les familles de travailleurs devraient pouvoir profiter des surplus.

Jamais les choix n'ont été si clairs lors d'une élection.

D'une part, les Libéraux mettent les surplus au profit des banques, des grandes sociétés et des riches. Les autres partis ne sont que des Libéraux à la va-vite lorsqu'il s'agit de couper les services dont ont besoin les Canadien-ne-s et auxquels ils s'attendent.

D'autre part, les Néo-démocrates du Canada luttent pour un meilleur choix. Nous voulons utiliser sagement ce surplus. Plutôt que de le gaspiller en allègements fiscaux pour les riches, nous voulons l'investir dans nos familles et notre avenir.

Nous voulons investir dans les soins de santé, arrêter la prolifération des médicaments pour profits et élargir l'assurance maladie pour y inclure les soins à domicile et les médicaments sur ordonnance de base.

Nous voulons investir dans notre environnement en purifiant notre air et notre eau et en le rendant sûr. Nous voulons investir dans nos jeunes en augmentant les prestations fiscales pour enfants et les bourses aux étudiant-e-s.



Nous voulons investir dans nos travailleurs par le biais de politiques économiques qui font du plein emploi une réalité. Nous savons que nous pouvons payer pour cet investissement sans ajouter à la dette nationale.

Nous voulons une nouvelle approche envers le commerce et l'investissement internationaux qui mette le bien-être des familles de travailleurs, de l'environnement et de la démocratie avant les intérêts des grandes sociétés mondiales.

Les pages qui suivent soulignent nos choix pour les Canadien-ne-s. Lisez ce que nous avons à dire, pensez qu'on pourrait vivre tellement mieux chez nous, et faites votre choix.

Je crois que vous choisirez de voter pour les Néo-démocrates et que vous aiderez le prochain Parlement à gouverner au nom des familles de travailleurs.

Veiller à ce que

des soins de santé de qualité soient disponibles quand vous en avez besoin

Chaque Canadien-ne mérite d'avoir accès à des soins de haute qualité, quel que soit l'endroit où il vit ou bien l'argent dont il dispose. Notre système de santé - qui repose sur les besoins, et non les moyens - fait partie de ce que nous sommes. Cela est essentiel à notre qualité de vie et à notre compétitivité économique. Nous voulons être certains de toujours l'avoir quand nous en avons besoin. Pour ce faire, notre système de santé doit répondre aux besoins changeants des Canadien-ne-s.

Mais le système de santé que nous chérissons est menacé. Les coupures profondes effectuées par le gouvernement libéral sont venues miner la confiance du public, ouvrir la porte à la privatisation et semer les graines d'un système qui permet aux gens ayant l'argent d'obtenir plus rapidement de meilleurs soins que ceux qui n'en ont pas les moyens. Après avoir mis le système de santé dans un état critique, les Libéraux sont restés les bras croisés pendant que Ralph Klein déposait en Alberta son projet de loi 11, permettant à des hôpitaux privés de faire de l'argent aux dépens des Canadien-ne-s qui ont besoin de soins. Les Libéraux ont mentionné défendre le système de santé. Mais, le moment venu, les Libéraux n'ont affecté que 2 sous à la santé pour chaque dollar de réduction d'impôts - des coupures profitant surtout aux grandes sociétés.

Les Néo-démocrates savent que pour garantir des soins de santé de qualité, il faut de l'argent, une direction et de l'innovation. Voici ce que nous ferons :

Nous augmenterons le financement fédéral pour l'assurance maladie

Le NPD va rebâtir le système de santé pour qu'il réponde aux besoins de tous les Canadiens, protégeant et améliorant le caractère public et universel du système tout en apportant les modifications nécessaires pour qu'il demeure abordable. Le NPD :

- Augmentera immédiatement les

transferts monétaires fédéraux destinés aux soins de santé du minime 13,5 % sous l'égide des Libéraux à 25 % des dépenses publiques partagées en matière de santé. Nous indexerons le soutien fédéral sur la croissance de la population et de l'économie et tiendra compte des facteurs démographiques. Un engagement continu sur cinq ans, négocié avec les provinces, garantirait la stabilité et empêcherait de se décharger unilatéralement des frais en matière de santé.

- Mettra fin au dérapage vers la privatisation et un système à deux paliers par le biais d'une loi visant à empêcher que les deniers publics de la santé servent à financer des hôpitaux privés à but lucratif. Pour ce faire, on modifierait la Loi canadienne sur la santé pour bien indiquer que le gouvernement fédéral retirerait ses transferts aux gouvernements provinciaux ou territoriaux qui laisseraient des cliniques privées, à but lucratif, dispenser des services de santé couverts par le régime d'assurance-maladie provincial ou territorial.

- Créera un régime national de soins à domicile sous l'égide de la Loi canadienne sur la santé pour aider les familles qui soignent des êtres chers en dehors de l'hôpital. Nous élargirons l'assurance maladie universelle pour défrayer les soins à domicile, les services de santé communautaire et les soins palliatifs tout en autorisant des variantes adaptées aux besoins et aux conditions des différentes provinces.

- Établira un régime national de médicaments sur ordonnance. La première

Nous veillerons à ce que des soins de santé de qualité soient disponibles quand vous en avez besoin en

- augmentant le soutien financier pour l'assurance maladie
- mettant fin à la médecine à deux paliers
- mettant en œuvre un régime national de soins à domicile
- mettant en œuvre un régime national de médicaments sur ordonnance

étape consiste à assurer les médicaments dont les malades hospitalisés ont ensuite besoin pour se rétablir à domicile et protégera les Canadien-ne-s souffrant d'une maladie chronique devant se procurer des médicaments d'un coût exorbitant que ne couvrent pas les régimes d'assurance-médicaments en vigueur, publics ou privés.

Nous assurerons une puissante direction fédérale

Les Canadien-ne-s veulent pouvoir compter sur de bons soins de santé, quel que soit l'endroit où ils vivent ou bien

l'argent dont ils disposent. Ils se moquent du palier de gouvernement qui les fournit : ils veulent tout simplement les avoir. Les Libéraux ont blâmé la compétence en matière de santé des provinces pour éluder leurs responsabilités de meneur et de coordonnateur. Selon les Néo-démocrates, pour que l'ensemble des Canadien-ne-s puisse se prévaloir de soins de santé de qualité, le gouvernement fédéral doit défendre la réforme des soins primaires, l'arrêt et le respect de normes nationales, la formation et le recrutement du personnel des services de santé et l'instauration de mécanismes novateurs pour tirer le meilleur parti de l'argent consacré aux soins. Forts de certaines initiatives déjà en cours dans certaines provinces, les Néo-démocrates vont :

- Promouvoir la réforme des soins primaires par des initiatives comme des centres de santé communautaires ouverts 24 heures sur 24, sept jours par semaine.
- S'assurer qu'il y ait au Canada suffisamment de médecins, d'infirmières et d'autres professionnels de la santé en collaborant avec les provinces et les territoires pour prévoir les besoins futurs, coordonner la formation et le recrutement, améliorer les responsabilités et la rémunération des infirmières praticiennes et ôter les obstacles à la mobilité du personnel des services de santé.
- Établir, avec le concours des provinces, des objectifs nationaux en matière de santé afin de donner à tous les Canadiens la chance égale de vivre en bonne santé, quel que soit le revenu dont ils disposent ou l'endroit où ils habitent. Les objectifs en matière de santé engloberaient en même temps résultat et rendement.

• Arrêter des objectifs de résultat dont amener les taux de

mortalité infantile, de maladie chronique et de décès prématuré des Canadien-ne-s à faible revenu et des Autochtones aux mêmes niveaux que ceux des autres Canadien-ne-s et fixer des cibles de rendement, dont raccourcir les périodes d'attente pour les opérations courantes.

- Régulariser le système de santé pour réaliser les principes et les objectifs de la Loi canadienne sur la santé.

Nous apporterons un soutien face au coût élevé des médicaments sur ordonnance

Les médicaments sur ordonnance absorbent chaque année une part plus élevée de l'argent des soins de santé. Plutôt que de faire passer les travailleurs canadien-ne-s en premier, les Libéraux ont choisi d'écouter les entreprises de médicaments. Ils ont choisi de garder le projet de loi C-91 du gouvernement Mulroney qui a contribué à l'escalade des coûts du système de santé et de celui des particuliers canadiens. Le gouvernement fédéral doit donner le ton et oeuvrer avec les provinces pour protéger les Canadien-ne-s et stabiliser et gérer les coûts des médicaments. En sus d'un programme national d'assurance médicaments, les Néo-démocrates vont :

- Accroître la concurrence entre fabricants de médicaments en réduisant le délai de carence à un maximum de 10 ans, moment où une autre compagnie pourra commercialiser le médicament.
- Instaurer un système fédéral-provincial d'achats en gros pour abaisser le coût unitaire des médicaments les plus utilisés.
- Établir des registres de médicaments et s'assurer que les médecins prescrivent les produits les plus économiques.

Nous améliorerons la protection de la santé et la prévention des maladies

Les Libéraux ont manqué aux Canadien-ne-s dans l'important domaine de la protection de la santé. Pour protéger la santé des familles de travailleurs, les Néo-démocrates vont :

- Redonner sa capacité scientifique

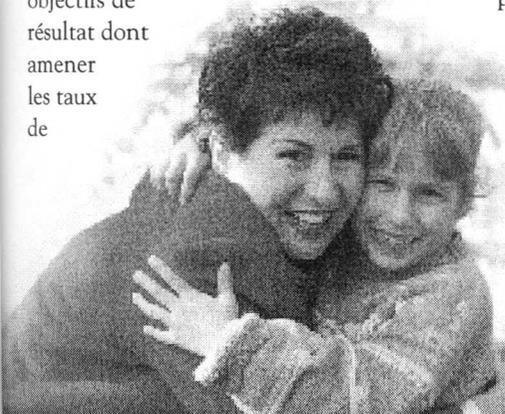
indépendante à la Direction générale de la protection de la santé faisant cesser sa dépendance à l'égard de l'information et du financement de l'industrie, rétablir ses pouvoirs de réglementation de la sécurité aux termes de nos lois sur les aliments et sur les médicaments et lui assurer la capacité de mener des analyses indépendantes sur les répercussions éventuelles de la technologie des organismes génétiquement modifiés.

- Introduire un étiquetage obligatoire pour les aliments génétiquement modifiés pour donner au consommateur des renseignements précis sur le produit et préserver son droit de choisir.
- Élargir l'appui à la recherche sur les liens entre la santé, surtout celle des enfants, et les contaminants que l'on retrouve dans l'environnement.
- Jouer un plus grand rôle dans les programmes favorisant une bonne nutrition et une bonne forme physique parmi les jeunes Canadien-ne-s.

Nous améliorerons la santé des Autochtones

Les Canadien-ne-s autochtones sont le groupe le plus pauvre de notre société et ils ont aussi le pire état de santé. Les bébés autochtones ont plus de deux fois plus de risques de mourir avant l'âge de 18 mois que les autres bébés canadiens. Le gouvernement fédéral doit combler cette inégalité honteuse dans le domaine de la santé en adoptant les mesures recommandées par la Commission royale sur les peuples autochtones :

- Exécuter un programme d'infrastructure communautaire pour s'attaquer aux problèmes urgents du logement, de l'eau pure et de la gestion des déchets.
- Éduquer et former des Autochtones pour dispenser et diriger les services de santé et d'aide sociale dans les communautés autochtones et dans les institutions traditionnelles.
- Réorganiser les services de santé et d'aide sociale existants en un système de centres de santé et de guérison sous contrôle autochtone assurant la mise en place des ressources humaines et financières convenables pour faire le travail.



Agir aujourd'hui pour protéger demain

Les Canadien-ne-s s'inquiètent de plus en plus de la situation environnementale, ici et à travers le monde. Ils s'inquiètent de la qualité de l'air qu'ils respirent et de la pureté de l'eau qu'ils boivent. Et ils sont vivement préoccupés par le genre d'environnement qu'ils vont léguer à leurs enfants.

Nous protégerons l'environnement

Le bilan libéral dans le domaine de l'environnement est une litanie de négligences, d'atermoiements et de promesses brisées. Pour protéger l'environnement, les Néo-démocrates vont :

- Afficher une forte présence fédérale à la fois dans la surveillance de l'environnement et dans l'application de la réglementation.
- Mettre en oeuvre des normes exhaustives, exécutoires et compréhensibles pour la qualité de l'eau et de l'air et pour la sécurité des aliments.
- Arrêter une stratégie nationale pour l'eau, y compris des normes nationales pour la pureté de l'eau potable et l'interdiction d'exporter l'eau en masse.
- Instituer des accords pour que la protection de l'environnement prime sur les ententes commerciales dans le mouvement transfrontalier des déchets dangereux et des autres matières menaçantes pour l'environnement.
- Veiller à ce qu'un crible vert intègre des critères environnementaux dans tout processus décisionnel du gouvernement fédéral.
- Mettre en oeuvre une loi sur les espèces menacées d'extinction avec les autres gouvernements et les communautés et les syndicats affectées en exploitant la connaissance traditionnelle des Autochtones et en confiant à des savants indépendants la détermination des espèces menacées.
- Étendre les aires aquatiques protégées et le réseau des parcs nationaux et

protéger les parcs contre les aménagements commerciaux qui menacent son intégrité.

- Punir sévèrement les pollueurs, y compris l'inculpation des propriétaires, des directeurs et des gestionnaires d'entreprise qui enfreignent la loi.
- Élaborer une Déclaration des droits en matière d'environnement pour garantir le droit légal de tous les Canadiens à un environnement sûr et sain.

Nous investirons dans le milieu et nous l'améliorerons

Les services publics - comme l'eau pure, l'élimination efficace des déchets, un bon réseau routier et des transports en commun largement accessibles - sont essentiels à la vie de communautés fortes et bien portantes. Dans les années 1990, le Canada ne consacrait que 2,1 % du Produit intérieur brut à son infrastructure publique - ou environ la moitié de ce que nous dépensions tout au long des années 1960 et 1970. Deux décennies de négligence ont résulté en de moins bons services publics, des problèmes majeurs comme la pollution et une piètre qualité de l'eau, ainsi qu'un déficit de 75 milliards \$ dans l'infrastructure municipale et environnementale.

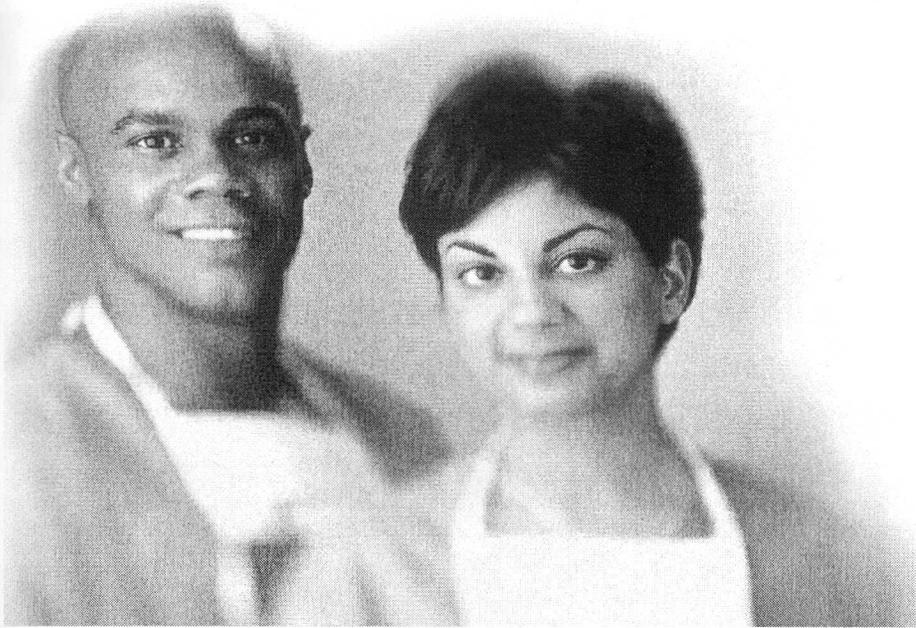
Les écologistes préviennent qu'à défaut de nouveaux investissements majeurs et d'une démarche nationale pour assurer la qualité de l'eau, l'accès à de l'eau douce deviendra bientôt le problème d'environnement le plus critique du Canada. Des investissements publics et privés importants doivent être également effectués pour réduire les émissions de gaz

Agir aujourd'hui pour protéger demain en

- mettant en oeuvre des normes exhaustives, exécutoires et compréhensibles pour la qualité de l'eau et de l'air et pour la sécurité des aliments
- investissant dans les services qui purifient l'eau et l'air, en stimulant les investissements verts et en élargissant le réseau de transport en commun
- rendant les lieux de travail plus sûrs

à effet de serre, parvenir à une utilisation plus rationnelle de l'énergie et diminuer les rejets de résidus et de déchets dans l'environnement.

Trop d'entreprises se sont opposées aux efforts pour s'attaquer à ces dossiers urgents. Les Libéraux ont écouté le Canada des affaires et ignoré le fait qu'aucune économie ou société ne peut exister indépendamment du milieu. Les Libéraux n'ont fait aucun progrès pour développer une économie durable pour tous les Canadiens.



Nous voulons tous avoir des emplois et une économie prospère, mais nous voulons protéger l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et la nourriture que nous mangeons. Avec une direction du gouvernement fédéral, les familles de travailleurs peuvent obtenir à la fois sécurité économique et sécurité écologique.

Les Néo-démocrates croient que le Canada doit prendre un nouvel engagement envers la reconstruction de notre infrastructure publique et privée. Le NPD va instaurer un Programme national d'investissement dans l'infrastructure environnementale (PNIIE), pluriannuel, pour affecter l'investissement aux problèmes d'environnement pressants, comme la qualité de l'air et de l'eau, l'élimination des déchets toxiques, l'utilisation rationnelle de l'énergie et le nettoyage des points chauds de la pollution. Le PNIIE servira à :

Purifier l'eau

- Établir un Fonds de purification de l'eau pour moderniser les stations de traitement des eaux municipales et des eaux utilisées pour améliorer la qualité de l'eau, sa conservation et la gestion des effluents. Il nous faut éviter un autre Walkerton.
- Nettoyer les points chauds de la pollution toxique comme les étangs bitumineux de Sydney dans les Grands Lacs.

Purifier l'air

- Renouveler les efforts pour réduire à court terme les émissions de gaz à effet de serre, compte tenu l'abandon par les Libéraux des engagements pris à Kyoto (Japon) en 1997
- Établir un Fonds de purification de l'air destiné à appuyer les initiatives communautaires qui concilient la création d'emplois et les défis du changement climatique. Le fonds servirait pour le plantage d'arbres, d'autres sources d'énergie et des programmes de transition à l'intention des travailleurs déplacés par les initiatives visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Appuyer l'élargissement du transport en commun et encourager sa plus grande utilisation.
- Établir des limites obligatoires sur le contenu en soufre dans l'essence.

Stimuler les investissements verts

- Modifier la fiscalité fédérale pour que les politiques fiscales encouragent le passage à une économie plus durable. L'imposition des activités durables, surtout celles qui comportent un plus grand investissement dans la main-d'œuvre, devrait être diminuée et l'imposition des activités non durables devrait être augmentée.
- Créer un Fonds d'emplois verts pour procurer la sécurité des prêts au chapitre des coûts de réaménagement éconergétique des bâtiments résidentiels,

commerciaux et industriels pour respecter de plus hautes normes éconergétiques et utiliser davantage d'autres sources d'énergie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réduire les coûts.

- Améliorer les systèmes de récupération et de recyclage pour accroître le taux de détournement des déchets ménagers, commerciaux et industriels.
- Encourager les industries écologiques dynamiques et le développement de nouvelles technologies environnementales.

Élargir le réseau de transport en commun

- Investir à titre de partenaire dans un réseau de transport en commun intégré, coordonné et abordable et dans des trains de banlieue desservant les principaux centres urbains et les environs. Ceci ferait partie intégrante d'une stratégie nationale en matière de transport.

Lieux de travail plus sûrs

Les travailleurs ont droit de se sentir en sécurité au travail. Il faut des lois solides en matière de santé et sécurité. Il faut tenir les dirigeants d'entreprises responsables de leurs actes lorsque ceux-ci entraînent la mort ou des blessures sur les lieux de travail. Dans la foulée de Westray, les Néo-démocrates ont lutté pour rendre le lieu de travail plus sûr. Les Néo-démocrates vont :

- Modifier le Code criminel pour que les responsables d'entreprises répondent des conditions de travail dangereuses.

Les emplois

comme première priorité économique

Plusieurs années de croissance économique ont fait baisser le chômage officiel du Canada après les niveaux épouvantables enregistrés dans les années 1990. Toutefois, de plus en plus de Canadiens-ne-s travaillent de plus longues heures dans des emplois incertains où les taux de salaire sont à peine plus élevés qu'il y a une dizaine d'années. La bourse ne cesse de grimper, les entreprises font de hauts profits, les revenus des PDG croissent de manière spectaculaire, mais la prospérité n'a pas rejilli sur les familles de travailleurs canadiens.

Au cours des 20 dernières années, les gouvernements ont relégué l'emploi au bas de la liste des priorités. L'intérêt public est passé après les intérêts étroits des entreprises. Ceci n'a pas seulement nui aux familles de travailleurs, mais a miné les fondements de l'économie du futur. Voici les objectifs de politique économique des Néo-démocrates :

- Le plein emploi, défini comme un travail rémunéré pour tous ceux qui le veulent.
- Des emplois convenables et satisfaisants qui offrent une rémunération et des avantages convenables, une raisonnable sécurité d'emploi, l'accès à une formation, des possibilités de promotion, des heures de travail prévisibles, l'accès à des loisirs et assez de flexibilité pour concilier travail et vie familiale.
- Le partage juste et équitable des possibilités créées par le changement technologique et des contraintes imposées par l'adaptation à ce changement.
- Un développement économique qui s'accorde avec une haute qualité durable de l'environnement et un passage à la durabilité qui répartit justement les contraintes de l'ajustement.
- Une démarche en matière de protection de l'environnement qui exploite les possibilités économiques offertes par le passage à la durabilité, tout en assurant que nous lèguerons à nos enfants un environnement plus sain que celui dont nous avons hérité.

Nous créerons des emplois

Nous devons revigorer le rôle du gouvernement fédéral lorsqu'il s'agit de rendre le

Canada compétitif dans la nouvelle économie de technologie et de mondialisation. Les Néo-démocrates vont :

- Établir des cibles d'emploi parallèlement aux cibles d'inflation en modifiant de façon légale le mandat de la Banque du Canada pour que la politique monétaire vise des cibles à la fois en matière d'emploi et d'inflation.
- Mettre en oeuvre des programmes tel le Programme national d'investissement dans l'infrastructure environnementale pouvant être développé en période de prospérité économique et utilisé pour stimuler l'économie en période de ralentissement de l'activité.
- Assurer un réinvestissement fédéral dans l'éducation.
- Rebâtir les programmes sociaux comme l'assurance maladie et l'infrastructure publique qu'on a laissés se détériorer au cours de la dernière décennie.
- Offrir une direction fédérale pour garantir le juste traitement des travailleurs à temps partiel.
- Accroître l'investissement fédéral en matière de recherche-développement dans les établissements d'enseignement post-secondaire, le Conseil national de recherches et les centres de recherche-développement privés sans but lucratif.

Nous faciliterons l'adaptation

Pour faciliter l'adaptation des travailleurs et des communautés au changement, les Néo-démocrates vont :

- Améliorer l'assurance emploi et forger de meilleurs liens entre elle et les programmes de formation.
- Garantir aux travailleurs le droit à un préavis et à une indemnité de licenciement en cas de mise à pied, et la priorité sur tous les autres créanciers lors de la procédure de faillite.

Nous approfondirons l'investissement

Pour élargir et approfondir la base de capital d'investissement au Canada, les Néo-démocrates vont :

- Élargir le mandat pour l'investissement du Régime de pensions du Canada pour exiger que les décisions d'investissement prennent en considération l'intérêt économique général des Canadiens-ne-s en plus du rendement de l'investissement, que les décisions soient filtrées à travers un crible éthique et que le conseil d'investissement du RPC comprenne des représentants des travailleurs et des communautés.
- Procurer un cadre législatif de fiducie mixte, ainsi qu'un investissement des fonds de pension en fonction de critères économiques communautaires et environnementaux.

Nous assurerons une direction dans le domaine de la formation

Les familles des travailleurs savent que dans une économie basée sur la connaissance, l'apprentissage permanent est une nécessité. Avec la mobilité

croissante du capital, le renouvellement rapide des emplois, et les progrès incessants des nouvelles technologies, le perfectionnement continu des compétences devient une nécessité pour les Canadiens-ne-s qui ont un travail, tout comme pour ceux qui n'en ont pas. Cette situation exige une direction de la part du gouvernement fédéral pour créer une importante infrastructure de formation, et un soutien public pour les programmes destinés à faciliter le passage à l'emploi ou au réemploi.

Depuis 1993, les Libéraux ont pratiqué des compressions de 4 milliards de \$ dans

Les emplois comme première priorité économique en

- établissant des cibles d'emploi
- ravivant les programmes comme les soins de santé
- élargissant et en approfondissant notre base de capital d'investissement
- assurant une direction dans le domaine de la formation
- facilitant l'adaptation des gens affectés par les changements
- consolidant le développement économique communautaire
- donnant l'accès au capital
- appuyant les organismes de développement locaux

les programmes de formation et ils ont délégué aux provinces la responsabilité de la formation sous le régime de l'assurance emploi. Le système est devenu confus et chaotique dans certaines provinces. Les Néo-démocrates rétabliront le rôle central et de coordination du gouvernement fédéral dans la formation liée au marché du travail. Les Néo-démocrates établiront des normes de formation nationales, appuyées et mises à exécution par le rétablissement du financement fédéral au chapitre de la formation. Le transfert des fonds destinés à la formation devrait reposer sur six principes, à savoir :

- La formation doit être accréditée, séquentielle et transférable.
- La formation doit être disponible comme un droit pour tous les travailleurs et offerte équitablement aux femmes, aux personnes handicapées, aux membres de minorités visibles et aux Autochtones.
- La formation doit renforcer le respect des droits de la personne et des politiques progressistes sur le lieu de travail.
- La formation doit prévoir la garde d'enfants et les dépenses supplémentaires.
- La formation ne doit pas se rattacher à des systèmes de travail obligatoire.
- Les travailleurs et leurs syndicats doivent participer aux décisions concernant la formation.

Le NPD va :

- Faire rejouer au gouvernement fédéral un rôle de premier plan dans la formation professionnelle en créant à l'appui un fonds national pour la formation de 1 milliard \$.
- Dresser une liste des services d'emploi pour tout le Canada, qui réunit les programmes fédéraux et provinciaux de formation et d'adaptation de la main-d'oeuvre à la disposition de tous les chômeurs canadiens.
- Accroître les fonds pour la formation des bénéficiaires de l'aide sociale et des travailleurs à court terme et saisonniers qui ne sont pas admissibles à l'AE.
- S'assurer que les établissements de formation publics et les programmes d'apprentissage et de formation du monde syndical sont les sources privilégiées de la formation.

Nous consoliderons le développement économique communautaire

Les Néo-démocrates croient qu'une fonction clé du gouvernement fédéral est de veiller à ce que les travailleurs de toutes les régions du Canada aient l'infrastructure d'éducation, de formation, de santé et de transport dont ils ont besoin. Après quoi, les efforts pour créer des emplois et consolider les économies locales devraient se concentrer sur la formation du capital et sur la prise de décisions locales.

Plus de quarante années d'expérience ont révélé que les aides fédérales distribuées pour attirer des entreprises dans les régions économiquement défavorisées ne sont pas une solution aux inégalités régionales. Trop souvent, les entreprises s'en vont quand cessent les subventions. Malgré ce bilan lamentable, les Libéraux s'en sont tenu à cette approche, sans appuyer convenablement le développement économique au niveau communautaire.

Nous donnerons l'accès au capital

Les petites entreprises et les entreprises communautaires sans but lucratif qui se sont engagées à consolider les économies locales n'ont pas l'accès nécessaire au capital. Les Néo-démocrates vont :

- Élargir le rôle de la Banque fédérale d'expansion pour accorder des capitaux aux investissements à long terme dans les entreprises communautaires. Les décisions au regard de l'investissement seraient coordonnées par des partenaires comme les organismes de développement provinciaux et territoriaux, les caisses de crédit et les caisses populaires ainsi que les organismes de développement locaux.
- Mettre en oeuvre un nouveau cadre législatif susceptible de faire jouer un plus grand rôle aux institutions financières démocratiques comme les caisses de crédit et les caisses populaires dans l'offre de capital aux communautés locales.

Nous appuierons les organismes de développement locaux

La vieille démarche du développement économique promu du sommet a engendré des caisses noires à usage politique, comme le Fonds du Canada pour la création d'emplois à DRHC et elle a généré un assortiment d'organismes comme l'APÉCA et le MEÉR dont les vastes mandats ne répondent pas aux besoins pressants de beaucoup de nos communautés.

Les Néo-démocrates estiment qu'une nouvelle démarche s'impose - une démarche qui exploite la tradition de coopération et d'autonomie existant dans nos communautés, qui vise les communautés et les régions connaissant les pires problèmes économiques et qui opère par l'entremise d'organismes établis au niveau communautaire. Le NPD va :

- Abandonner progressivement les organismes comme l'APÉCA et réaffecter les fonds fédéraux à des organismes de développement économique largement établis au niveau communautaire, qui possèdent des mécanismes de responsabilisation et de transparence et oeuvrent dans les régions et les communautés qui ont les plus grands

besoins. Les fonds seront accordés aux projets dans les communautés touchées par la restructuration économique.

- Apporter un soutien en matière d'investissement, un appui technique et une aide à la commercialisation aux entrepreneurs et aux groupes de développement économique communautaires.

Nous appuierons des lignes de transport plus vertes et plus sûres

Les Canadien-ne-s ont toujours collaboré par le biais du gouvernement pour bâtir et maintenir des lignes de transport. Nous avons toujours besoin d'un réseau de routes, de voies ferrées, de ports et d'aéroports qui est sûr, efficace et de haute qualité, pour faire circuler les produits et les gens. Notre infrastructure de transport s'est détériorée. Les Libéraux ont montré qu'ils n'ont ni la vision ni la volonté pour faire en sorte que les communautés disposent des lignes de transport fiables indispensables pour participer à l'économie moderne. Les Néo-démocrates vont :

- Interdire de pratiquer des prix excessifs par un seul transporteur détenant le monopole. Le nouveau monopole d'Air Canada réclame un nouveau régime réglementaire qui garantit un plafonnement des prix des vols intérieurs et un service aérien fréquent dans toutes les régions du pays, spécialement les plus petites communautés.

- Favoriser le juste prix du carburant en forçant les compagnies pétrolières à se montrer transparentes dans la manière de fixer leurs prix et en créant une commission des prix de l'énergie, nommée par le gouvernement fédéral, pour examiner et approuver les hausses de prix des carburants.

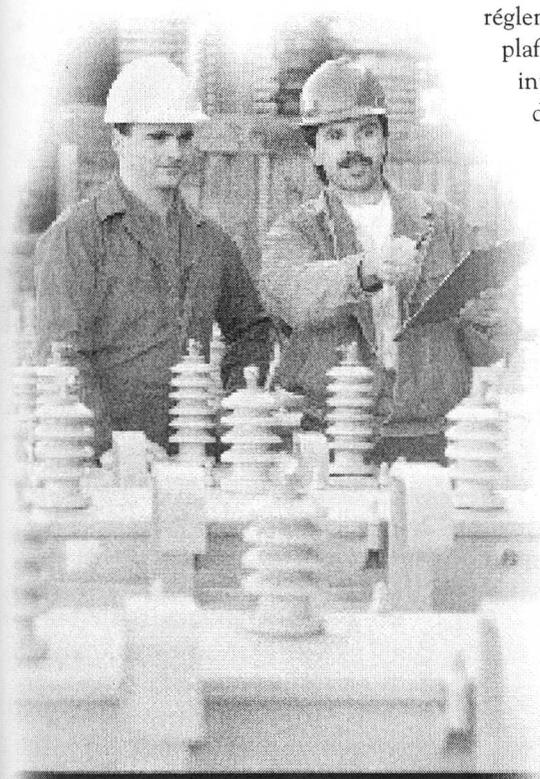
Au cours des 20 dernières années, les gouvernements libéraux et conservateurs ont abandonné leur responsabilité à l'égard des chemins de fer. Ils ont contraint beaucoup d'usagers à abandonner le train et à circuler sur les routes

provinciales; mais Ottawa n'a pas entrepris de fournir aux provinces l'argent nécessaire pour entretenir ce réseau routier. Les Néo-démocrates vont :

- Maintenir les frais de transport des agriculteurs à un minimum en modifiant la Loi sur le transport du grain pour prévoir le partage de la productivité avec les agriculteurs, en accroissant la concurrence dans les chemins de fer et en permettant aux petits transporteurs ferroviaires d'utiliser les voies ferrées existantes.
- Mettre sur pied, avec la coopération des provinces, un programme national pour le réseau routier pour remédier à la crise que le gouvernement fédéral a causé en abandonnant sa responsabilité à l'égard du transport ferroviaire.
- Assurer un rôle majeur à un service de trains de voyageurs éconergétique et moins polluant, dans le cadre d'un réseau de transports intégré.

Le Canada est le seul pays industrialisé où le gouvernement national n'appuie pas les transports en commun. Les embouteillages et la pollution atmosphérique causée par les tuyaux d'échappement atteignent des niveaux de crise dans nos principaux centres urbains, et le gouvernement libéral s'en lave les mains. Les Néo-démocrates établiront une stratégie nationale visant à appuyer l'amélioration du transport en commun urbain, ce qui est essentiel si nous voulons que le Canada respecte ses engagements internationaux envers l'environnement et améliore en même temps la qualité de la vie dans nos grandes villes. Les Néo-démocrates vont :

- Offrir des subventions fédérales pour aider les municipalités à moderniser les services de transport en commun.
- Permettre une déduction fiscale aux employeurs qui offrent des abonnements de transport en commun à leurs employés.
- Offrir des subventions aux commissions des transports des municipalités pour leur permettre d'abaisser leurs tarifs voyageurs.
- Faire du Canada un chef de file mondial dans la recherche-développement de nouveaux transports verts en désignant des fonds pour la mise au point de nouvelles technologies moins polluantes.



Apporter une aide véritable aux familles, à la maison, au travail et à l'école

Un emploi stable, un bon niveau d'éducation, un logement abordable, un milieu de vie sûr et un bon soutien communautaire constituent des conditions clés pour fonder des familles solides et qui réussissent. Les Néo-démocrates croient en un Canada qui offre à toutes les familles une chance égale de réaliser leurs espoirs et leurs rêves. Le gouvernement libéral a laissé se détériorer les aides économiques et sociales apportées aux familles et a laissé libre-cours à la pauvreté. Les Néo-démocrates veulent que chaque famille dispose des outils pour réussir à la maison et au travail. Les Néo-démocrates vont :

- Doubler la Prestation fiscale canadienne pour enfants à 4 200 \$ par année, ce qu'il en coûte réellement pour élever un enfant. Il faudrait hausser les seuils de revenu pour accroître les prestations aux personnes à faible et à moyen revenu. Nous étendrons les avantages à toutes les familles à faible revenu qui ont des enfants par le biais d'une loi fédérale visant à cesser de récupérer la PFCE auprès des assistés sociaux.
- Réagir à la crise des sans abris avec une stratégie nationale en matière de logement qui consacre un pour cent du programme budgétaire fédéral pour créer 25 000 logements à but non lucratif par an. Le NPD offrirait des prêts à faible intérêt aux gouvernements provinciaux, aux commissions municipales du logement, aux coopératives d'habitation et aux partenaires du secteur du logement social.

Nous laisserons respirer les familles de travailleurs

Pour les familles de travailleurs, les changements survenus dans le milieu de travail ont accru les pressions de l'existence quotidienne. Les familles doivent maintenant travailler plus fort rien que pour suivre le rythme. Au lieu d'apporter leur soutien aux familles de travailleurs, les Libéraux ont décidé de réduire la couverture et les prestations de

l'assurance-chômage. Pour appuyer les familles de travailleurs, les Néo-démocrates vont :

- Aider les jeunes familles à concilier responsabilités professionnelles et familiales en modifiant l'admissibilité aux prestations parentales de l'assurance emploi. Les parents ne seraient plus pénalisés quand ils s'absentent du marché du travail et on exigerait que les employeurs réglementés par le fédéral offrent des temps de travail réduits au retour des congés de maternité ou parentaux.
- Ramener les prestations assurance emploi à deux-tiers de la rémunération hebdomadaire et éliminer les aspects discriminatoires pour pouvoir assurer au moins 70 % des chômeurs. L'assurance et les prestations reconnaîtront le caractère de la main-d'oeuvre moderne - multiplication des travailleurs à temps partiel et en disponibilité, accroissement de la mobilité entre emplois et niveaux élevés de chômage temporaire.
- Traiter équitablement les employé-e-s à temps partiel en adoptant un modèle de loi fédérale pour accorder aux travailleurs à temps partiel les mêmes prestations proportionnelles, la même sécurité d'emploi et les mêmes chances d'avancement qu'aux employé-e-s à plein temps.
- Réintroduire un salaire minimum pour les employé-e-s règlementé-e-s par le fédéral.

Nous apporterons une aide véritable aux familles de travailleurs en

- doublant les prestations fiscales pour enfants
- investissant dans le logement
- créant de meilleures possibilités pour les enfants et pour les jeunes
- dispensant des services de garde et d'éducation de la petite enfance
- rendant l'éducation post-secondaire abordable
- réformant l'AE

Nous créerons de meilleures possibilités pour les enfants et pour les jeunes

Les familles canadiennes savent bien que l'éducation et la formation sont essentielles à la réussite ultérieure de leurs enfants. Les Libéraux parlent de la nécessité d'être compétitifs dans l'économie mondialisée, puis ne font rien

pour donner aux enfants et aux jeunes les aptitudes et les compétences dont ils ont besoin pour réussir plus tard. Dans la vision néo-démocratique, chaque enfant entre à l'école prêt à apprendre et en sort prêt à réussir.

Nous dispenserons des services de garde et d'éducation de la petite enfance

L'expérience lors de la petite enfance est une condition essentielle pour la réussite future. Mais les enfants canadiens traînent de la patte.

Les pays européens et certains états américains offrent des programmes à l'intention des enfants d'âge pré-maternelle ou maternelle, parmi lesquels les parents peuvent choisir. Peu de familles canadiennes disposent de ce choix. Soixante-dix pour cent des mères canadiennes d'enfants de moins de six ans travaillent. Mais seules 10 % peuvent choisir des services de garde et d'éducation de la petite enfance réglementés, abordables, de qualité, dont le gouvernement partage les coûts. Les familles canadiennes ont besoin de programmes qui élargissent et appuient le véritable choix parental. Les Libéraux n'ont offert que des années d'atermoiements et des projets mal pensés et sous-financés. Les Néo-démocrates vont :

- Collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour créer

un programme national d'éducation de la petite enfance. Le Fonds national de la petite enfance sera pleinement financé à 3,5 milliards \$ par année d'ici 2004 et sera fondé sur cinq principes :

- *Exhaustif*, couvrant les soins pré et post nataux, l'éducation de la petite enfance et services de garde, appuis parentaux, au foyer comme au travail
- *Intégré*, autrement dit disponible à tous les services d'éducation, sociaux et de santé
- *Accessible* à tous les Canadiens peu importe les barrières, l'endroit, la capacité ou le coût
- *Qualité* des services assurée par des normes solides
- *À but non lucratif*.

Nous rendrons l'éducation post-secondaire abordable

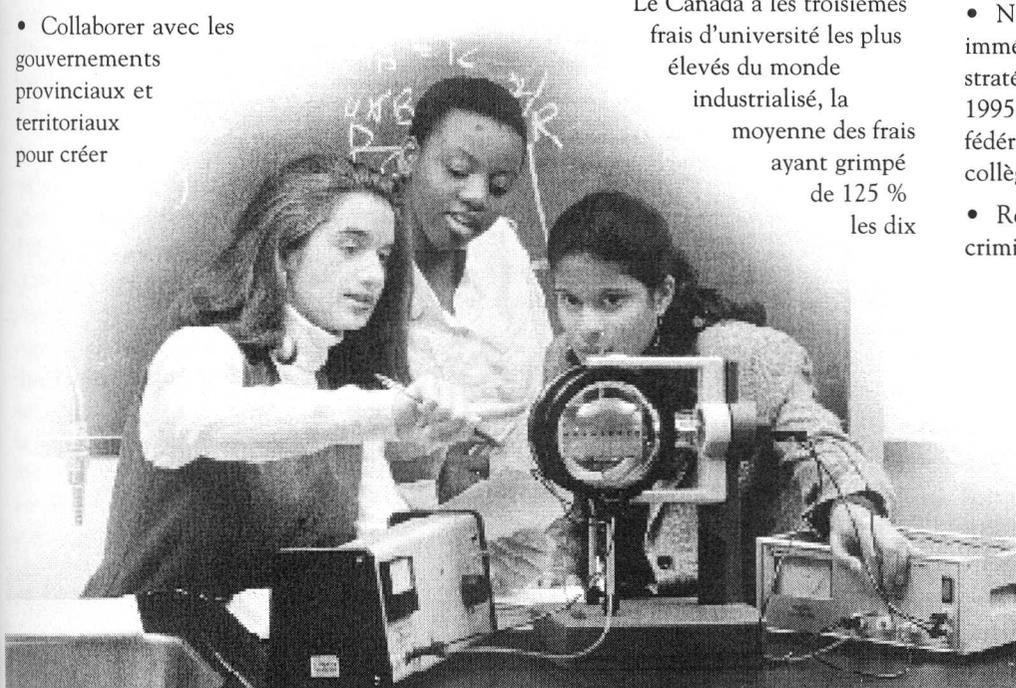
L'éducation publique demeure la meilleure façon d'atteindre l'égalité et un niveau de vie plus élevé pour tous. Il fut un temps où les gens avaient besoin d'au moins 12 années d'études pour réussir sur le marché du travail. Aujourd'hui, il faut souvent 16 ou 17 années d'études régulières pour les préparer au travail. Mais l'accès à l'éducation et à la formation pose bien plus de difficultés à la majorité des familles canadiennes.

Le Canada a les troisièmes frais d'université les plus élevés du monde industrialisé, la moyenne des frais ayant grimpé de 125 % les dix

dernières années. La dette étudiante moyenne à l'obtention du diplôme a triplé entre 1990 et 1998, sautant à 25 000 \$. L'accès aux prêts étudiants s'est resserré et les conditions de remboursement sont plus strictes. Après avoir réduit les transferts post-secondaires aux provinces et suivi d'autres politiques qui ont fait grimper les frais de scolarité et la dette des étudiants, les Libéraux n'ont rien fait d'autre que créer un inutile programme de Fonds des Bourses du millénaire qui n'aidera que sept étudiant-e-s sur cent.

L'éducation est le meilleur investissement que peut faire un gouvernement dans l'économie. Les Néo-démocrates élimineront les barrières en matière d'enseignement supérieur pour les familles de travailleurs ordinaires et pour que nos jeunes n'obtiennent plus leurs diplômes criblés de dette. Les Néo-démocrates vont :

- Remplacer le Fonds des Bourses du millénaire, qui n'aide que sept étudiants sur cent, par le Fonds pour l'accessibilité de l'éducation au Canada, qui accordera des subventions qui aideront un plus grand nombre d'étudiant-e-s qui ont besoin d'argent.
- Faire en sorte que le Programme canadien de prêts aux étudiant-e-s n'impose pas d'intérêts pendant toute la durée du prêt et créditer tout intérêt repayé depuis 1995 à titre de paiement principal sur le prêt.
- Négocier avec les provinces un gel immédiat des frais de scolarité, suivi d'une stratégie pour les ramener aux niveaux de 1995 par le biais de réinvestissement fédéral dans les budgets centraux des collèges et des universités.
- Révoquer les lois qui font de la discrimination contre les étudiant-e-s cherchant la protection de la loi sur la faillite.
- Interdire le financement fédéral pour l'établissement et le fonctionnement d'universités privées à but lucratif.



des accords commerciaux équitables

Le Canada est un pays commerçant. Le commerce international est essentiel à notre économie. Mais le commerce doit servir, et non asservir, les sociétés démocratiques. Il doit être un vecteur pour élever le niveau de vie et rehausser la protection de l'environnement et non un outil pour miner la qualité de vie des familles de travailleurs dans la poursuite de profits immenses par les entreprises mondiales.

Les Néo-démocrates ont participé au mouvement populaire contre la mondialisation des affaires dont les points culminants ont été la « bataille à Seattle » et la défaite de l'Accord multilatéral sur les investissements. Le rejet public de ce modèle raté a mené à la recherche de nouvelles solutions justes et démocratiques. Les Néo-démocrates croient que le Canada devrait jouer un rôle de chef de file sur la scène mondiale dans cette recherche de règlements alternatifs de commerce équitable – des règlements qui protégeraient les droits des travailleurs et l'environnement, procureraient la diversité culturelle et assureraient la capacité des gouvernements nationaux à agir dans l'intérêt public.

Les Néo-démocrates lutteront pour une nouvelle démarche en matière de mondialisation qui met les intérêts des familles de travailleurs au-dessus des intérêts des entreprises mondiales. Les Néo-démocrates vont :

- Garantir qu'avant que le Canada négocie de nouvelles règles de commerce et d'investissement dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Accord de libre-échange des Amériques (ALÉA) ou de tout autre forum commercial, des règles internationales obligatoires et exécutoires soient en place pour protéger les droits de la personne, les normes de travail fondamentales, la diversité culturelle et l'environnement. Nous effectuerons en même temps un examen complet du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.
- Protéger l'aptitude de notre pays à gérer ses programmes sociaux les plus importants

sans interférence d'intérêts commerciaux, en négociant l'exclusion complète de la culture, des soins de santé, de l'éducation et d'autres programmes sociaux dans les accords commerciaux internationaux, dont l'Accord général sur la commercialisation des services à l'OMC.

- Assurer que les accords internationaux en matière d'environnement priment sur les accords commerciaux.
- Tenter de supprimer le mécanisme pour les différends prévu à l'ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain), qui donne le droit aux entreprises étrangères de poursuivre et d'intimider les gouvernements élus démocratiquement et exclure de tels mécanismes de tout autre accord commercial.
- Négocier, sans équivoque, l'exemption de l'eau dans le cadre de l'ALÉNA, de l'OMC et de tout autre accord commercial permettant ainsi au Canada de reprendre ses droits interdisant l'exportation de l'eau et sa capacité de préserver, de protéger et de conserver les ressources en eau pure des Canadien-ne-s.
- Collaborer avec des législateurs et des activistes progressistes des trois pays prenant part à l'ALÉNA pour bâtir une majorité favorisant que soient apportées les modifications nécessaires à l'ALÉNA ou sinon, tout simplement remplacer l'entente.

Nous réglementerons le monde de la finance mondial

Les Néo-démocrates continueront d'appuyer la taxe Tobin - une initiative où tous les pays imposeraient simultanément une taxe très faible de 0,1 % sur les 1 000

Nous négocierons des accords commerciaux équitables en

- assurant que des règles sont en place pour protéger les droits de la personne, les normes de travail fondamentales, la diversité culturelle et l'environnement
- éliminant les règles de l'ALÉNA qui permettent aux sociétés de poursuivre les gouvernements démocratiquement élus

milliards \$ qui se transigent chaque jour en opérations sur devises. La taxe découragerait les mouvements de capitaux à court terme qui ont déstabilisé de nombreux pays en développement. En outre, les Néo-démocrates vont :

- Jouer un rôle de premier plan dans la campagne internationale visant à établir un nouveau cadre financier mondial permettant aux pays de garder un contrôle important sur leurs taux de change et les taux d'intérêt.
- S'opposer fermement à toute initiative en vue d'adopter le dollar américain comme devise canadienne.

Défendre

les communautés canadiennes

Tous les Canadiens, où qu'ils vivent, ont droit à des occasions économiques, aux services publics, à l'expression culturelle et à la sécurité. Le gouvernement fédéral doit veiller à ce que personne - aucun particulier Canadien, aucune famille ou aucune communauté - n'est laissé pour compte.

Le marché mondial des grandes sociétés a créé des pressions intolérables pour les communautés canadiennes. La domination des forces du marché a causé des ravages des communautés de pêcheurs du Canada atlantique, des mines de charbon du Cap-Breton aux exploitations agricoles des Prairies et aux communautés côtières de la Colombie-Britannique. Bien loin d'aider à l'ajustement de ces communautés face aux bouleversements économiques, les politiques des Libéraux ont fait empirer les choses.

Nous défendrons les familles d'agriculteurs

Les Libéraux, même s'ils disent que nos agriculteurs doivent devenir plus compétitifs pour survivre, ont décidé de couper leurs subventions sans que les gouvernements américains et européens fassent de même. Cette situation met en péril l'exploitation agricole familiale. Les Néo-démocrates vont mettre en oeuvre un programme national de Soutien à la ferme familiale qui comprend les composantes suivantes :

- Un soutien convenable des revenus pour les agriculteurs écrasés par les subventions internationales, dont une action concertée avec nos partenaires commerciaux pour réduire ou abolir ces subventions.
- Un important soutien des revenus pour les agriculteurs victimes des intempéries.
- Un puissant engagement envers la commercialisation ordonnée, la régulation de l'offre et la Commission canadienne du blé.
- Protéger à la fois la ferme familiale et l'environnement en favorisant des formes d'agriculture durables sous l'angle



environnemental et en accroissant la capacité d'Agriculture Canada à appuyer des formes d'agriculture durables.

Nous défendrons les communautés forestières, de pêches et côtières

L'avarice des grandes sociétés et le manque de volonté politique des anciens gouvernements fédéraux ont eu des répercussions désastreuses sur nos forêts et nos pêches. Les Néo-démocrates croient que ce n'est qu'en collaborant avec les gouvernements locaux, le mouvement syndical, les peuples autochtones, les organismes de femmes, les petites entreprises, les groupes d'action sociale et communautaire que nous pourrions préserver ces ressources renouvelables pour la prochaine génération. Les Néo-démocrates vont :

- Appuyer une foresterie durable en investissant 1 % de la contribution du secteur forestier à l'économie canadienne dans le reboisement, la mise au point de méthodes d'exploitation sélective, des plans de gestion durable et la commercialisation des produits forestiers tirés du bois exploité d'une façon durable.
- Assurer que des objectifs de conservation et de durabilité sont atteints dans le domaine des pêches par le biais d'une cogestion communautaire des ressources halieutiques.
- Assurer que l'aquaculture est développée d'une façon responsable qui protège les eaux et les communautés environnantes.
- Appuyer les communautés côtières en élaborant une politique nationale en matière de construction navale permettant aux constructeurs de navire canadiens de faire concurrence à leurs adversaires internationaux subventionnés.

Nous protégerons le patrimoine culturel du Canada

Le patrimoine culturel du Canada est source d'une riche diversité et contribue à notre identité nationale. Mais ce patrimoine est en train d'être miné par les accords commerciaux, la concentration globale des médias et l'indifférence ou

Nous défendrons les communautés canadiennes en

- protégeant les fermes familiales et l'environnement
- défendant la durabilité de nos forêts et de nos pêches
- refaisant la Société Radio-Canada
- rendant nos communautés plus sûres

l'hostilité montrée par le gouvernement libéral. Dans une société d'information mondiale, la voix de nos artistes, de nos écrivains, de nos créateurs et de nos citoyens doit être consolidée et nos sources d'information doivent être diversifiées. Le NPD s'engage à renforcer l'infrastructure culturelle et les voix distinctes des travailleurs culturels canadiens. Les Néo-démocrates vont :

- Instaurer une subvention d'exploitation plancher de 1 milliard \$ par an pour entreprendre de refaire de la Société Radio-Canada un radio-diffuseur national bien distinct, fermement implanté dans les régions.
- Favoriser la diversité dans la presse d'information et l'édition du livre au Canada en habilitant le Bureau de la concurrence à examiner les prises de contrôle qui concentrent la propriété.
- Promouvoir la diversité en matière d'expression par le biais de stimulants fiscaux pour aider les groupes communautaires, les coopératives ou les entrepreneurs à investir dans les médias communautaires.

Nous rendrons les communautés plus sûres

Même si les statistiques révèlent que le taux de crime continue de s'affaïsser, les Canadiens ne se sentent pas tous en sécurité dans leurs foyers ou dans leurs communautés. Plusieurs femmes

continuent de vivre dans la crainte de la violence familiale et les personnes âgées ont de plus en plus peur que quelqu'un entre chez elles par infraction.

Les auteurs d'actes criminels violents devraient savoir qu'ils leur attireront de promptes et justes sanctions. Nous devons éliminer les actes de violence commis par les gangs et les activités menées par le crime organisé dans nos villes et dans nos ports. Les Néo-démocrates vont :

- S'attaquer aux causes sous-jacentes de la criminalité en combattant la pauvreté, en investissant dans les enfants et les familles et en rebâtissant les communautés.
- Appuyer des interventions préventives auprès des jeunes à hauts risques en investissant dans des établissements communautaires et en dispensant des programmes à l'intention des jeunes – des programmes sur la toxicomanie, des programmes d'alphabétisation, des soins pour les victimes d'exploitation sexuelle et de brutalités, et d'une aide aux enfants avec des troubles de comportement et d'apprentissage.
- Appuyer le financement de programmes communautaires d'ordre, de discipline et de réadaptation pour jeunes contrevenants par le biais d'initiatives comme l'imposition de peines alternatives et la réconciliation avec les victimes.
- Redonner confiance aux Canadiens dans le système judiciaire en offrant de meilleures ressources pour les victimes de la criminalité et pour que le système fonctionne promptement et efficacement.
- Durcir les peines et les conditions de libération sous caution pour les actes criminels répétitifs.
- Édicter de nouvelles lois et programmes pour combattre la violence familiale, les mauvais traitements entre conjoints, le harcèlement avec menaces, les infractions.
- Doter la GRC du financement, du personnel, de la formation et de l'équipement nécessaires pour lutter contre la criminalité dans nos communautés.
- Rétablir une police portuaire nationale spéciale pour lutter contre le crime organisé et la contrebande dans nos ports.

fiscale ciblée

Les Canadien-ne-s ont sacrifié leurs programmes sociaux pour aider à liquider le déficit. Maintenant que nous enregistrons un surplus, les Libéraux ont volé la plate forme de l'Alliance et ont effectué des réductions d'impôts qui profitent surtout aux grandes sociétés, aux banques et aux riches.

Tout le monde paiera sa juste part

Les Néo-démocrates estiment que les familles de travailleurs ont fait assez de sacrifices. Il est temps que chacun paie sa juste part du coût pour bâtir un meilleur Canada. Les Néo-démocrates vont offrir des allègements fiscaux ciblés à l'intention des Canadien-ne-s à moyen revenu. Nous allons :

- Doubler le maximum de la Prestation fiscale canadienne pour enfant à 4 200 \$ par an.
- Veiller à ce qu'aucun particulier gagnant 15 000 \$ par an, ou moins, ne paie un impôt fédéral.
- Faire en sorte que le crédit d'impôt pour personnes handicapées et le crédit d'impôt pour frais médicaux sont pleinement remboursables pour tous les Canadiens handicapés.

Les Néo-démocrates demandent depuis longtemps que soit rétablie la pleine in-

dexation des impôts sur le revenu. Pour assurer un allègement fiscal pour les Canadien-ne-s à moyen revenu, les Néo-démocrates vont :

- Garantir la pleine indexation de tous les paliers fiscaux et crédits d'impôts
- Maintenir la réduction du taux des revenus moyens de 26 % à 23 %.

Les Néo-démocrates appuient l'abolition de la TPS ou de la TVH qui sont des taxes régressives, et nous adopterons des mesures pour atténuer leurs répercussions sur les Canadien-ne-s à plus faible revenu. Mais nous reconnaissons en même temps que l'abolition de la TPS ou de la TVH devra se faire progressivement en fonction de la nécessité de réinvestir dans les services publics que veulent et dont ont besoin les familles de travailleurs. À court terme, les Néo-démocrates vont :

- Accroître le crédit d'impôt de la TPS pour les Canadien-ne-s à plus faible revenu de 200 \$ par famille.
- Retirer immédiatement la TPS sur les livres et les magazines.

La majorité des Canadien-ne-s ne voient pas d'objection à payer des impôts en échange des services publics. Mais les Libéraux ont choisi de faire des compressions de 100 milliards \$, accordant un allègement fiscal de 500 000 \$ à un président de banque, sans rien accorder à un chômeur du Canada atlantique. Les Néo-démocrates vont ajouter de l'équité à la fiscalité en veillant à ce que les compagnies et les riches paient leur juste part. Nous allons :

- Remplacer par une fiscalité équitable les allègements fiscaux des Libéraux à l'élite économique tout en maintenant l'indexation et la réduction du taux

d'imposition pour les contribuables à revenu intermédiaire.

- Introduire une taxe sur les sur-bénéfices (de 20 % sur les taux de rendement des institutions financières supérieurs à 10 %.)
- Aligner le régime fiscal canadien à celui de la majorité des pays industrialisés en imposant une taxe de millionnaire sur les fortunes reçues en héritage de 1 million \$ et plus. Le transfert d'exploitations agricoles familiales et de petites entreprises familiales ne serait pas imposé.
- Traiter le revenu des gains en capital comme un autre revenu : 100 % du revenu des gains en capital sera imposable, au lieu des 50 % proposés. Assurer que les exemptions actuelles à cet égard demeurent disponibles pour les exploitations agricoles familiales et les petites entreprises familiales.
- Refuser que les frais de lobbying politique, les frais de repas et de représentation et les salaires de plus de 300 000 \$ par an fassent l'objet de déductions aux fins de l'impôt sur les sociétés.
- Supprimer l'exemption des frais de courtage aux fins de la TPS.
- Améliorer l'exécution des lois de l'impôt sur les revenus pour attraper les fraudeurs.

La santé du public devrait passer avant la rentabilité des entreprises. Les prix du tabac ont une forte relation avec le plus grand nombre de fumeurs chez nos jeunes, un facteur aussi lié à l'augmentation dramatique des cancers du poumon chez les jeunes Canadiennes. Les Néo-démocrates vont rétablir les taxes sur les cigarettes et sur les autres produits du tabac à leurs niveaux d'avant 1994.

Nous verrons à ce que les familles à faibles et moyens revenus obtiennent leur juste part en

- doublant la prestation fiscale pour enfants à 4 200 \$
- veillant à ce qu'aucun particulier gagnant 15 000 \$ ou moins ne paie un impôt fédéral
- augmentant le crédit d'impôt de la TPS

Assurer l'égalité

pour tous les Canadien-ne-s

Depuis toujours, les Néo-démocrates luttent pour l'égalité et la justice sociale. Et ils en sont fiers. Nous avons défendu les droits démocratiques de l'ensemble des Canadiens, quel que soit leur sexe, la couleur de leur peau, leur orientation sexuelle ou leur religion. Le progrès envers cette égalité est menacé. La mondialisation a élargi l'écart entre les riches et les pauvres. Les Libéraux ont échoué à procurer la direction et le financement nécessaires pour que tous les Canadien-ne-s participent sur le même pied.

Nous lutterons pour l'égalité

Les Néo-démocrates réaliseront l'objectif de l'égalité pour tous les Canadien-ne-s par :

- Des mesures anti-pauvreté comme l'augmentation des Prestations fiscales pour enfants
- Des programmes de garderie et de soins à domicile nationaux qui offrent davantage de choix aux femmes
- L'amélioration des avantages sociaux et de la couverture de l'AE
- La protection du financement des programmes qui appuient l'équité des minorités raciales et ethniques et des groupes qui défendent les désavantagés
- L'amélioration de la loi en matière d'équité salariale

Nous assurerons l'égalité pour tous les Canadiens en

- établissant des mesures anti-pauvreté et anti-discriminatoire
- protégeant les programmes qui appuient l'équité des minorités
- collaborant avec les communautés autochtones
- appuyant des programmes à l'intention des handicapé-e-s

- Des politiques en matière d'immigration justes qui mettent fin à la discrimination contre les requérants ordinaires des pays en voie de développement

- Une politique exhaustive en matière de santé qui reconnaisse le droit des femmes à contrôler leurs corps et qui s'oppose à la recriminalisation de l'avortement

- Des amendements à la Loi sur les droits de la personne reconnaissant les mariages de même sexe

Nous collaborerons avec les communautés autochtones

Les Néo-démocrates sont d'avis que le prochain Parlement doit mettre en œuvre les recommandations de la Commission royale sur les peuples autochtones pour renouveler la relation avec les peuples autochtones sur une base plus équitable, pour résoudre les revendications territoriales en suspens et pour reconnaître le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale.

- À titre de mesure intérimaire, et en reconnaissance du droit inhérent des Autochtones à l'autonomie gouvernementale, le gouvernement fédéral doit collaborer avec les communautés autochtones pour générer le développement économique. Les Néo-démocrates augmenteront l'accès aux terres et aux ressources et mettront en œuvre une co-gestion des ressources, conformes à la préservation et la participation d'autres groupes.

Nous appuierons les handicapé-e-s canadien-ne-s

Le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership pour que les handicapés canadiens jouissent de l'appui dont ils ont besoin, peu importe où ils vivent. La Charte garantit l'égalité de la citoyenneté aux handicapé-e-s promise par la politique fédérale, mais ils n'en demeurent pas moins des barrières formidables. Les handicapé-e-s canadien-ne-s méritent mieux que la mosaïque de services qu'ils endurent actuellement. Les Néo-démocrates :

- Assureront que toutes les prochaines politiques et pratiques des ministères, des agences et des programmes gouvernementaux sont vues sous « l'œil des handicapé-e-s »

- S'assurer que soit pleinement remboursable le crédit d'impôt pour handicapé-e.

Les Néo-démocrates sont d'avis que la création d'un seul programme d'appui convenable et accessible à l'intention des handicapé-e-s canadien-ne-s constitue une des priorités des négociations fédérales-provinciales. Entre-temps, les Néo-démocrates :

- Renchériront les pensions de ceux dont la seule source de revenus est la pension d'invalidité du Régime de pension du Canada, relâcheront les restrictions et établiront des critères d'admissibilité plus clairs et un processus d'appel amélioré

- Amélioreront l'accès à la formation en matière d'emploi des handicapé-e-s, peu importe leur admissibilité à d'autres programmes comme l'AE ou l'aide sociale



Un Canada plus fort dans un monde plus fort

Les Néo-démocrates du Canada croient en la mondialisation au service des gens – pas des grandes sociétés. Les Néo-démocrates sont engagés depuis longtemps envers la paix et la sécurité mondiale par le biais des Nations Unies, du désarmement nucléaire mondial et le contrôle des armes, les droits de la personne, le développement démocratique et la solidarité mondiale. Le NPD :

- Consolidera le rôle central des N.U. lorsqu'il s'agit de maintenir la paix, la sécurité et la protection des droits de la personne internationaux
- Démocratisera les N.U. par le biais d'une participation accrue d'organismes de société civile et publique et des restrictions sur la puissance du veto des membres permanents du Conseil de sécurité.

Plus de dix ans après la fin de la Guerre froide, le progrès en matière de désarmement nucléaire universel et du contrôle des armes a été désespérément lent. Le développement proposé du Missile de défense national (MDN) par les É.-U. menace les gains modestes obtenus. Les Néo-démocrates :

- Appuieront la négociation et l'adoption d'un traité international visant à éliminer toutes les armes nucléaires en se fondant sur le modèle de convention adopté par les Nations Unies en 1997
- S'opposeront à la participation canadienne au développement du MDN
- Amélioreront les contrôles au regard de l'exportation des armes pour que les armes fabriquées au Canada ne soient pas utilisées pour alimenter la course aux armements ou pour approvisionner les régimes répressifs

Le NPD rehaussera le rôle du Canada et ses forces défensives comme soldats de la paix internationaux. Le NPD :

- Procurera une meilleure formation au personnel du maintien de la paix et faire du Canada un chef international lorsqu'il s'agit d'enseigner la résolution de conflits, la médiation et le maintien de la paix et améliorera l'équipement pour que le per-

sonnel des forces armées puisse faire son travail en toute sécurité

- Réallouera des ressources supplémentaires au maintien de la paix et améliorera le rôle du Canada à titre de courtier de la paix dans le cadre des N.U. en se retirant de l'OTAN et du NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord)

Le NPD lutte pour nos soldats de la paix et le personnel des Forces armées qui nous défendent ici et ailleurs. Le NPD :

- Augmentera les salaires et les avantages sociaux du personnel des forces armées, améliorera le logement et les conditions de vie sur les bases militaires, et améliorera les services éducatifs et les soins de santé de leurs familles.

Le NPD croit que la politique en matière étrangère du Canada devrait être guidée par les principes de prévention de conflits. Il nous faut des politiques qui traitent des causes du conflit – la pauvreté, l'érosion environnementale et la puissance des grandes sociétés mondiales et des gouvernements qui les appuient. Les Néo-démocrates :

- Réformeront, par le biais des N.U., le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour éliminer l'imposition de mesures d'austérité conditionnelles à un prêt
- Sanctionneront les entreprises canadiennes qui traitent avec des régimes totalitaires
- Augmenteront immédiatement l'aide au développement international dans le but d'atteindre l'objectif de 0,70 % du Produit intérieur brut.

- Appuieront le Jubilé 2000, le mouvement pour l'allègement de la dette des pays les plus pauvres.

**Nous bâtirons un
Canada plus fort dans un
monde plus fort en**

- **rehaussant le rôle du Canada et ses forces défensives comme soldats de la paix internationaux**
- **traitant des causes du conflit**
- **augmentant notre aide au développement international**
- **réformant le FIM et la Banque mondiale**

Mettre en oeuvre un fédéralisme ouvert, au service d'une démocratie ravivée

Les familles de travailleurs de toutes nos régions trouvent l'unité dans les valeurs que nous partageons : tolérance, compassion et esprit communautaire. Les Néo-démocrates croient que l'unité nationale sera assurée quand le gouvernement fédéral, oeuvrant avec les provinces, considérera comme son principal objectif de bâtir une société bien portante et compatissante qui veille au bien-être de tous les Canadiens.

Les travailleurs canadiens ont besoin d'avoir des garanties que tous les paliers de gouvernement vont protéger et promouvoir leurs droits sociaux, économiques, environnementaux, culturels et démocratiques. Le NPD préconise le fédéralisme ouvert, un cadre qui reconnaît la diversité du Canada et la nécessité pour les gouvernements d'oeuvrer ensemble, de façon coopérative. Le fédéralisme ouvert va :

- Appuyer une union sociale fondée sur le principe de la codécision, signifiant que les gouvernements du Canada vont coopérer pour arrêter les priorités de la politique sociale et pour fixer les normes nationales des programmes sociaux.
- Reconnaître le Québec comme peuple, ce qui veut dire embrasser le Québec comme une société diverse, pluriethnique et comme le centre de l'une des deux sociétés linguistiques auxquelles finissent par appartenir les gens qui immigreront au Canada, et reconnaître que le Québec doit avoir les outils nécessaires pour faire face aux défis que comporte cette situation.
- Obtenir la justice pour les Peuples autochtones et les Premières nations et reconnaître le droit inhérent des Autochtones à l'autonomie gouvernementale.
- Faire de l'application des recommandations de la Commission royale sur les peuples autochtones une priorité. Il faudrait accroître les ressources consacrées à la négociation des règlements en matière de revendications territoriales, pour hâter la résolution de ces litiges et accélérer les négociations sur l'autonomie gouvernementale.
- Protéger les minorités francophones à

l'extérieur du Québec en veillant à ce que le principe de la codécision s'applique à l'apport des outils dont ces minorités ont besoin pour préserver et développer leur langue et leur culture.

- Veiller à ce que les dispositions financières fédérales-provinciales permettent à toutes les provinces d'assumer leurs responsabilités pour les services publics devant être dispensés à leurs citoyens.

Nous mettrons une nouvelle entente pour les villes canadiennes

Plus de 75 pour cent des Canadiens-ne-s vivent dans des centres urbains. Il temps de parvenir à une nouvelle entente avec les villes, fondée sur des partenariats directs avec le gouvernement fédéral. Les Néo-démocrates vont, grâce à ces nouveaux partenariats, aider directement les villes en difficulté alors qu'elles doivent assumer leurs responsabilités au chapitre des transports en commun, du logement abordable, du réaménagement urbain et de l'établissement des nouveaux Canadiens-ne-s.

Nous forgerons une nouvelle démocratie

Comme autre élément du fédéralisme ouvert, les Néo-démocrates appuieront des réformes qui accroîtront l'aptitude des Canadiens-ne-s à collaborer pour créer le genre de Canada qu'ils désirent - et non celui que souhaitent les grandes entreprises.

La représentation proportionnelle ferait en sorte que chaque vote compte lors de chaque élection. Le système actuellement utilisé pour élire les députés déforme les résultats au point qu'une minorité forme normalement le gouvernement et décide pour la majorité. Cette situation est un af-

Nous mettrons en oeuvre un fédéralisme ouvert en

- oeuvrant de façon coopérative avec les autres gouvernements
- mettant en oeuvre une nouvelle entente pour nos villes
- rendant le gouvernement plus responsable devant les gens

front aux idées mêmes de la démocratie et peut avoir de graves conséquences - comme en 1988, quand les Conservateurs de Mulroney élus avec 43 % des voix ont entraîné les Canadiens dans l'Accord de libre-échange alors que la majorité des Canadiens-ne-s s'y opposaient. Les Néo-démocrates vont constituer une commission de réforme électorale pour consulter les Canadiens sur la meilleure façon de mettre en oeuvre la représentation proportionnelle.

Les Néo-démocrates s'engagent à rendre le gouvernement plus responsable devant les gens. Les Néo-démocrates vont :

- Abolir le Sénat.
- Modifier la Loi électorale du Canada pour inclure, dans l'obligation de divulgation, le financement des campagnes à la chefferie des partis.
- Retirer au Premier ministre le pouvoir arbitraire de pratiquer des nominations de faveur unilatérale, sans contrôle mutuel.
- Habilitier la Chambre des communes à ratifier les accords internationaux et les décisions d'envoi de forces armées outre-mer.

**Vous pouvez obtenir une copie de ce document au
www.npd.ca**



siepb225dv

**PUBLIÉ PAR LES NÉO-DÉMOCRATES DU CANADA
AUTOMNE 2000**

Autorisé par l'agent enregistré du Nouveau parti démocratique du Canada